



Réseau France

DOSSIER DE PRESSE

Lancement du Tour de France 2020

Janvier 2020

Tour de France 2020 : soutenir l'engagement des entreprises en faveur du développement durable dans les territoires

Lutte contre les inégalités, contre le changement climatique, préservation de la biodiversité, éthique, Droits Humains : autant de sujets qui lèvent le voile sur les défis que les organisations doivent relever, chacune à leur niveau. La prise de conscience des entreprises quant à leur responsabilité à faire face à ces enjeux est de plus en plus grande. Elle les invite à repenser leur modèle d'affaires afin d'opérer au cœur de la société et de son environnement. Cela implique dès lors pour elles de trouver des solutions innovantes afin de créer le monde de demain, un monde durable et équitable autour d'une justice sociale et d'un équilibre économique et environnemental. Au cœur de ce cercle vertueux, les entreprises ont un rôle clé à jouer.

Le Global Compact France, sous l'égide de l'ONU, a pour mission de les soutenir dans leur démarche de responsabilité sociétale. Promesse d'une croissance pérenne, le développement durable s'impose comme un levier de performance économique. À ce titre, 37% des entreprises estiment que la mise en place d'une politique environnementale leur a permis de réduire leurs coûts opérationnels. Si les grandes entreprises se sont d'ores et déjà majoritairement appropriées le sujet, son intégration au sein des TPE/PME reste à démocratiser. En effet, en 2016, seuls 59% des entreprises de 20 salariés ou plus déclaraient en avoir « déjà entendu parler », contre 96% pour les entreprises de 500 salariés ou plus**.*

Depuis quatre ans, le Global Compact France organise un Tour de France et part à la rencontre des entreprises, et plus spécialement des TPE-PME en régions. Animé par un réseau d'entreprises ambassadrices, il permet un échange entre pairs afin de porter un discours d'opportunités économiques et favoriser l'engagement des entreprises en faveur du développement durable.

* Etude Barclays auprès de 500 managers, Mars 2018

** Insee, La diffusion des démarches de responsabilité sociétale des entreprises, Mai 2019

Contact Presse : Agence Réplique

Isabelle Laville – @ ilaville@replique-com.com – Tél. : 01.40.86.31.53 – 06.25.47.18.03

SOMMAIRE

Édito , André RENAUDIN, Président du Global Compact France	p. 3
Un écosystème de partenaires moteurs	p. 4
La vision du MEDEF	
La RSE selon la CPME	
Le Global Compact des Nations Unies, catalyseur d'une transformation durable	p. 5
Des personnalités à l'origine d'un développement durable engagé	
Des mutations socio-économiques, terreau du changement	
Le Global Compact France : fer de lance d'une politique engagée	
Des 10 principes aux 17 objectifs stratégiques pour un développement durable	
Le développement durable, levier de performance économique	p. 9
La RSE, porteur de nouvelles opportunités économiques	
Les enjeux pour les PME /TPE	
Des PME & TPE engagées dans les territoires	
Témoignages de PME engagées	
Tour de France 2020, construire un lien fort avec les TPE-PME	p. 14
Annexes	p. 15

Édito

Mesdames, Messieurs,

Nous assistons actuellement à des mutations sociétales majeures et à une défiance croissante de la société civile envers le monde économique. L'aggravation des inégalités, la globalisation conjuguées à l'urgence écologique bouleversent en profondeur notre société et impactent nos organisations.

Notre monde change et interpelle davantage nos entreprises. Ces dernières sont invitées à repenser leurs modèles d'affaires pour servir une économie durable dans laquelle elles pourront se développer. Ainsi, l'engagement autour du développement durable est devenu un des enjeux majeurs de nos économies contemporaines. Dans les faits, cette prise de conscience citoyenne et politique se traduit notamment par l'émergence de nouvelles lois et réglementations, telles que la Loi Pacte qui permet autant qu'elle oblige, les entreprises à mieux prendre en considération les enjeux sociaux et environnementaux dans leur stratégie. S'investir dans une démarche de responsabilité sociétale leur permettra d'assurer une croissance pérenne dans une logique de progrès et ce, dans le respect de valeurs sociales et environnementales. Il est donc dans l'intérêt stratégique des entreprises d'y contribuer dès à présent.

Nous connaissons aujourd'hui une accélération de la prise en compte du développement durable. Nous nous en réjouissons. Depuis 17 ans, le Global Compact France œuvre pour soutenir le monde économique en proposant un cadre d'engagement simple, universel et volontaire articulé autour de 10 principes relatifs au respect des Droits Humains, aux normes internationales de droit du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption. La volonté de notre organisation est de faire progresser les démarches de responsabilité sociétale afin de favoriser l'efficacité économique et servir la justice sociale.

L'édition 2020 de notre Tour de France s'inscrit dans cette dynamique et porte la voix de notre mouvement dans les régions. Notre ambition : Susciter l'engagement des entreprises afin de les aider à intégrer dans leurs modèles d'organisation les bonnes pratiques de RSE, seules garantes d'un modèle sociétal, environnemental et économique stable dans lequel elles pourront prospérer. Comment ? En créant aux côtés de nos entreprises ambassadrices, un maillage territorial fort et solidaire, afin que tous les acteurs en régions puissent intégrer une démarche de responsabilité sociétale et se saisir de ces nouvelles opportunités business.

Œuvrant aux côtés de nos membres, de nos entreprises ambassadrices et de nos partenaires, nous sommes conscients du chemin qu'il nous reste encore à parcourir. C'est pourquoi, c'est ensemble que nous devons porter cette ambition, pour qu'elle serve les fondations sur lesquelles bâtir le monde de demain.

André RENAUDIN, Président du Global Compact France

Un écosystème de partenaires moteurs



La vision du MEDEF

Les défis écologiques et sociaux auxquels la société est confrontée enjoignent les entreprises à œuvrer au service d'un modèle économique plus responsable, afin notamment de garantir la pérennité de leurs activités reposant sur un équilibre économique, social et environnemental.

C'est pourquoi la raison d'être du Medef est « Agir pour une croissance responsable », moteur de notre engagement. Depuis 2017, nous travaillons aux côtés du Global Compact France afin de développer la RSE au sein des entreprises françaises et d'atteindre les Objectifs de Développement Durable. La RSE est un outil efficace pour renforcer la performance globale de l'entreprise. En France, nous observons une réelle dynamique RSE, quelle que soit la taille des entreprises, et notre pays se classe au 3ème rang mondial en matière de performance RSE. Ces résultats sont encourageants et témoignent de l'implication du tissu économique français.

En tant qu'organisation engagée, s'associer au Tour de France du Global Compact France est un moyen pour le MEDEF de promouvoir le développement durable auprès de ses adhérents, de sensibiliser les TPE-PME à la RSE et de renforcer le dialogue avec les parties prenantes sur le rôle des entreprises dans la société.

**Geoffroy Roux de Bézieux, Président du
MEDEF**



La RSE selon la CPME

Depuis plusieurs années, nous menons des actions en partenariat avec le Global Compact France autour d'une vision partagée et des valeurs communes. Les PME représentent l'essentiel du tissu économique français, l'appropriation de la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) par ces entreprises apparaît donc indispensable. Nous sommes convaincus que la RSE, si elle est volontaire, adaptée et incitative, est un gage de performance globale de l'entreprise, tant dans son fonctionnement interne que dans son activité externe. Ainsi, en nous appuyant notamment sur les fédérations professionnelles et nos unités territoriales, nous sommes mobilisés et œuvrons à la promotion de la RSE au sein de ces entreprises.

En tant que partenaire du Tour de France du Global Compact France, la CPME souhaite contribuer à faire connaître et agir en faveur de la diffusion des Objectifs de Développement durable (ODD) dans les territoires. Ces temps forts autour du développement durable permettent de valoriser les bonnes pratiques des TPE-PME en matière de RSE et ainsi favoriser l'émergence d'initiatives en faveur du développement durable.

François Asselin, Président de la CPME

Le Global Compact des Nations Unies, catalyseur d'une transformation durable

Des personnalités à l'origine d'un développement durable engagé

Le 31 janvier 1999, dans un contexte international de plus en plus agité autour des questions de justice sociale et d'environnement, Kofi Annan, 7^{ème} Secrétaire général des Nations Unies, enjoint le secteur privé à adopter une approche responsable des affaires et appelle à la création d'un Pacte Mondial lors du Forum économique mondial de Davos. Sa proposition catalyse alors la création d'un réseau mondial. Entreprises, organisations à but non lucratif, agences des Nations Unies se rassemblent sous la bannière d'une démarche de durabilité sociétale, économique et environnementale et s'engagent solidairement autour de 10 principes universellement reconnus traitant des Droits de l'Homme, des normes internationales du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. **(cf Annexe 1)**

Le Global Compact des Nations Unies est ainsi créé en juillet 2000 et devient dès lors l'acteur de référence et l'interlocuteur privilégié du monde économique dans le système onusien. Il s'impose à travers le monde comme le point de départ pour toute organisation souhaitant faire progresser sa démarche de responsabilité sociétale.

Le Global Compact France, relais local officiel du Global Compact des Nations Unies, est quant à lui lancé en 2003 à l'initiative de M. Jacques Chirac, Président de la République qui appelle à son tour les dirigeants des grandes entreprises françaises à s'engager « résolument et volontairement » sur la voie d'une économie de marché responsable.

Le saviez-vous ?

Le Global Compact c'est :

- 10 000 entreprises engagées
- 3 500 organisations à but non lucratif
- 69 réseaux locaux
- Présence dans 161 pays

Global Compact France :

- Près de 1 300 adhérents soit près de 10% du mouvement mondial
- Réseau local comptant le plus d'entreprises atteignant le plus haut niveau de reporting de l'initiative (8%)

Des mutations socio-économiques, terreau du changement

Malgré des décennies de croissance économique, les questions liées au développement durable sont restées le maillon faible des sociétés contemporaines. Si les activités économiques et industrielles ont commencé dès la moitié du 19^{ème} siècle à impacter significativement l'environnement et l'équilibre social, les crises financières successives et la multiplication des catastrophes écologiques ont fait naître des bouleversements sans précédent fragilisant l'écosystème existant. Aujourd'hui la nouvelle révolution industrielle impulsée par la transition numérique transforme les modes de production et l'organisation structurelle des entreprises.

Levant le voile sur une réalité teintée de défis et d'inégalités, ces transformations protéiformes ont réveillé les consciences de plus en plus d'individus (citoyens, consommateurs, investisseurs, donneurs d'ordres privés ou publics) qui réclament désormais un nouvel ordre garant d'un équilibre économique, social et environnemental. Le développement durable est devenu dès lors omniprésent dans le débat public. Les salariés en quête de sens recherchent désormais des entreprises qui font de l'engagement de leurs collaborateurs un enjeu principal au sein de leur politique RH. Côté consommateur, ce dernier réclame de l'éthique, et privilégie de plus en plus des marques écoresponsables. Dans le même temps, la sphère financière s'est également emparée du sujet et l'investissement d'impact est devenue la nouvelle tendance. Les acteurs du secteur tels que La Banque de France expérimentent l'intégration de la démarche RSE dans leur activité de cotation des entreprises et les investisseurs publics français formalisent quant à eux l'intégration des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans leur politique d'investissement. Parallèlement, la jeunesse ne cesse d'interpeller les gouvernements, à l'image du 'Manifeste pour un réveil écologique' signé par des milliers d'étudiants.

Ainsi, aujourd'hui, l'ensemble des entreprises se voit contraint d'évoluer vers le développement durable sous la pression conjointe du marché, des investisseurs, et d'un environnement réglementaire et sociétal accru.

Le monde opère ainsi sa mue et appelle à un changement de paradigme économique et sociétal. Face à ces défis, les entreprises sont interpellées et sont considérées comme ayant un rôle clé à jouer. Au carrefour du monde économique, humain, écologique auquel elles participent, elles sont invitées à s'interroger sur la refonte de leurs organisations dans une logique de progrès afin de créer un écosystème durable. La RSE, moteur d'une politique de développement durable efficace devient dès lors pour elles un prérequis. Mais si 50 % des dirigeants de PME-ETI déclarent mener une démarche RSE, 26% seulement disent avoir une démarche structurée***. Des chiffres qui témoignent d'une mise en place encore trop peu formalisée au sein du tissu économique français.

*** Etude Bpifrance Le Lab, Une aventure humaine : Les PME-ETI et la RSE, Janvier 2018

Le Global Compact France : fer de lance d'une politique engagée

Le saviez-vous ?

Le Global Compact France c'est :

- Près de 1 200 entreprises
- 52% de TPE-PME
- Plus d'une entreprise sur 3 en région

Le développement durable et l'attention particulière aux problématiques écologiques et sociales sont ainsi devenus l'enjeu majeur du monde économique. Conciliant à la fois croissance des marchés, de la production et respect des limites naturelles et des Droits Humains, le développement durable garantit d'intégrer la durabilité au cœur de l'économie et assoit les fondamentaux d'une croissance stable.

Référent du monde économique, le Global Compact France accompagne en ce sens les organisations dans la compréhension et l'appropriation des bonnes pratiques de responsabilité sociétale. Il offre un cadre d'engagement simple et volontaire permettant aux entreprises d'appréhender ces nouveaux enjeux et de se saisir des opportunités économiques qu'ils embarquent. Son objectif est de valoriser et porter les bonnes pratiques RSE au cœur des stratégies d'entreprise, d'accompagner les organisations dans leur démarche de progrès afin de servir un cercle vertueux de business.

Véritable lieu d'échanges, le Global Compact France propose des outils et un accompagnement dédié. Des groupes de travail, en France mais également à l'international, des plateformes d'actions ainsi que des ateliers entre partenaires, agences onusiennes, animent la mobilisation du réseau et viennent enrichir les modèles d'affaires afin que les entreprises, toutes tailles confondues, puissent s'approprier et mettre en œuvre les bonnes pratiques d'une politique RSE rentable.

Des 10 principes aux 17 objectifs stratégiques pour un développement durable

Les 193 Etats membres des Nations Unies adoptent en septembre 2015, 17 Objectifs de Développement Durable (ODD). Formant le cœur de l'Agenda 2030, ils s'appuient sur les 5 grands enjeux transversaux, les « 5P » : les Peuples, la Planète, la Prospérité, la Paix et les Partenariats, et définissent 17 priorités pour tendre vers des modèles socio-économiques réinventés autour d'un développement socialement équitable, respectueux de l'environnement et économiquement prospère.

Mandaté par l'ONU pour traduire ces ODD dans la réalité des entreprises, le Global Compact France accompagne les entreprises françaises sur le territoire dans la compréhension et l'appropriation de ces objectifs. Il ouvre ainsi la voie à de nouvelles opportunités de marchés, à des collaborations multi-acteurs et apporte les solutions idoines pour les transformer en levier de performance économique.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Le développement durable, levier de performance économique

Les entreprises évoluent dans un monde de plus en plus complexe. La vitesse des transformations soutenue par le numérique, la férocité de la concurrence, et un cadre législatif de plus en plus contraignant, les obligent à se réinventer pour ne pas disparaître, à innover pour rester compétitif. L'enjeu majeur réside dans leurs capacités à opérer une transformation en profondeur de leur modèle économique.

En effet, les nombreuses normes auxquelles sont soumises les grandes entreprises affectent, de facto, directement leurs fournisseurs, parmi lesquels une majorité de TPE et PME. Les entreprises cotées sont quant à elle de plus en plus contraintes de publier des rapports extra financiers afin de garantir la transparence de leurs activités aux investisseurs, ces derniers souhaitant désormais plébisciter les entreprises ayant une performance RSE forte. Dans le même temps, les exigences des consommateurs, en termes de qualité de produits mais aussi de traçabilité, de respect de l'environnement et des Droits Humains, imposent une adaptation et une reconstruction des modèles économiques.

Dans ce contexte, le concept de responsabilité sociétale est devenu un sujet d'importance dans le management des organisations. Cette approche systémique lie l'entreprise à son environnement et réciproquement, et l'astreint à la penser dans son ensemble dans une logique vertueuse de business.

La RSE, porteur de nouvelles opportunités économiques

Ainsi, la RSE s'impose comme véritable outil de pilotage opérationnel stratégique pour l'entreprise. En prenant en compte la triple performance, environnementale, sociale et économique, elle leur permet de devenir vecteur de développement économique pour leur propre écosystème mais également les dote d'un formidable moteur de croissance. Nouveaux marchés, économies d'énergies ou de matières premières, attractivité à l'embauche, innovation, renforcement de la réputation, gains d'efficacité ... L'approche intégrée de la RSE engage non seulement les entreprises dans une politique de durabilité écologique et sociale prospère mais participe également à sa stratégie de croissance.

Elle conduit notamment à mieux évaluer et prioriser son projet et in fine à réduire ses coûts et à valoriser au mieux ses investissements. Par ailleurs, la RSE apporte du sens et de la cohérence en proposant un socle de valeurs communes. Pour l'entreprise, l'engagement des collaborateurs, des partenaires ou investisseurs, constitue un atout majeur dans l'atteinte de ses objectifs. 55% des dirigeants d'entreprise considèrent du reste le manque de confiance de leurs parties prenantes comme une grave menace pour leur business****.

En construisant du sens collectif, en valorisant le capital humain comme vecteur de croissance, en intégrant les parties prenantes, en renforçant l'image

de l'entreprise, la RSE se transforme en un gisement d'économies et de business.

Dans ce sens, les ODD sont des outils d'innovation et de dialogue sociétal et représentent un langage permettant d'exprimer une vision moderne de la RSE. Moteurs d'innovation, ils permettent de concevoir et développer des produits et services novateurs respectueux de l'environnement et en adéquation avec les attentes des consommateurs. L'innovation conjuguée à un dialogue renouvelé et renforcé avec les différentes parties prenantes de l'entreprise ouvre à de nouvelles perspectives de développement et de partenariats et fait évoluer les leviers stratégiques source de rentabilité.

**** *Global CEO Survey de PwC*

Le saviez-vous ?

Opportunités économiques permises par l'atteinte de ODD

(4 secteurs majeurs)*

12 000 milliards \$

de nouvelles opportunités économiques par an d'ici 2030

380 millions d'emplois

= Nombre d'emplois créés au total d'ici 2030

+ 11 à 26%

= Hausse du PIB mondial en atteignant uniquement l'ODD5 (Source : McKinsey Global Institute)

** D'après l'étude Better Business, Better World menée par la Business & Sustainable Development Commission. Quatre systèmes économiques ont été examinés dans cette étude (agro-alimentaire, urbanisme, énergie et matériaux, santé et bien-être) représentant 60% de l'économie réelle.*

Les enjeux pour les PME

Les investisseurs veulent de la résilience et le public cherche de l'éthique et plus de durabilité. Il s'agit donc pour les PME de tirer profit du développement durable pour repenser leurs modèles économiques et réinventer des produits et services adaptés aux nouvelles exigences. À ce jour, l'adoption de la RSE dans les PME-ETI est certes récente mais son adhésion est croissante. Ainsi, 90% des dirigeants interrogés déclarent mener des actions RSE *****. Cela témoigne de l'évolution de l'intégration d'une politique en faveur du développement durable au sein de ces entreprises, qui restent néanmoins encore freinées principalement par un manque de temps et/ou de budget dédié.

Cependant, les PME et TPE évoluant beaucoup au niveau local, la RSE constitue pour elles un fort facteur d'attractivité des territoires sur lesquels elles sont implantées. Elle facilite leur travail en réseau, permet de se différencier auprès des grands donneurs d'ordre, mais est aussi un gage d'innovation leur permettant de capter de nouveaux marchés, de fidéliser leurs clients. En s'appuyant sur ces valeurs de citoyenneté, les entreprises gagnent également en réputation, et créent une relation de confiance avec leurs parties-prenantes, attirent de nouveaux talents.

***** Etude Bpifrance Le Lab, Une aventure humaine : Les PME-ETI et la RSE, Janvier 2018

Des enjeux multidimensionnels

- Sécuriser les engagements contractuels grâce à une meilleure lisibilité auprès des donneurs d'ordre
 - Diminuer son turn-over en fidélisant ses collaborateurs grâce au déploiement d'une marque employeur différenciante
- Renforcer les liens sur son territoire avec partenaires, clients pouvoirs publics
 - Bénéficier d'un avantage concurrentiel
- S'inscrire dans une démarche d'amélioration continue et investir dans l'innovation : les gains de performance et les économies réalisées in fine compensent l'investissement initial

Des PME & TPE engagées dans les territoires

En France, les PME et TPE constituent 99,9% des entreprises et 50% de l'emploi salarié*****. Leur taille favorise leur proximité tant avec leurs collaborateurs qu'avec les parties prenantes. Ainsi, ces entreprises jouent un rôle primordial pour porter la RSE dans les territoires. Les régions se mobilisent de plus en plus en ce sens. Collectivités territoriales et entreprises s'engagent autour des 17 Objectifs de Développement Durable afin de faire progresser une démarche sociétale et économique efficiente. Leurs actions concernent toutes les compétences des régions : agriculture, mobilité, éducation, développement économique, santé ... et illustrent la transversalité de la RSE.

Afin d'encourager et accompagner les PME et TPE dans l'appropriation des Objectifs de Développement Durable, le Global Compact France a constitué un comité dédié, « Le Comité Territoires » qui entend :

- Faire entendre la voix des PME/TPE et ETI ;
- Valoriser les solutions concrètes ;
- Faire de la responsabilité sociétale un véritable levier de compétitivité ;
- Faire émerger de nouveaux modèles d'affaires ;
- Créer un mouvement national favorisant l'intégration de la responsabilité sociétale et des ODD par les petites et moyennes entreprises françaises.

*****Source Insee

Le saviez-vous ?

- **60% des membres du Global Compact France se situent en IDF**
- **et 40% en régions (+ DOM TOM)**

=> Carte, Répartition des organisations membres du Global Compact France :
Annexe 2

Témoignages de PME engagées

Jours de printemps, une PME engagée à Lyon

"Jours de printemps est une PME lyonnaise très impliquée depuis sa création autour de la citoyenneté économique. À l'écoute des besoins de notre territoire, nous travaillons en ce sens avec nos 130 salariés et avons à cœur de participer activement et de façon « durable » au développement de la région. Ainsi, en 2019 nous avons décidé de rejoindre le Global Compact France afin de structurer nos actions. En collaboration avec tous les managers, nous avons ainsi défini et choisi ensemble le « positive impact » de notre entreprise. À travers 5 ODD en rapport avec notre activité de prestataire de services aux entreprises, nous avons notamment installé dans nos 20 conciergeries des corners 100% durables. Par ailleurs, nous mettons actuellement en place un outil de « on boarding » afin de pérenniser le parcours d'intégration des salariés et les informer sur nos engagements durables. Soucieux de porter les valeurs de l'entreprise pour une meilleure justice sociale, nous avons également participé à une initiative locale initiée par une association de lutte contre la pauvreté et le sans-abrisme. Nous avons ainsi collecté auprès de nos collaborateurs des jours de congés payés offerts. Nous les avons doublés et avons versé leur équivalent en euros afin de soutenir cette cause. Nous faisons partie des PME qui agissent sans réelle autre stratégie que la réponse à une demande et nous sommes plus stimulés par le « faire » que par le « dire » ! Pour ma part, en tant que dirigeante engagée, outre de pérenniser et de développer l'emploi, je milite sur mon territoire pour le mieux vivre ensemble ». **Blandine Peillon, Dirigeante de Jours de Printemps.**

Cetup, une PME engagée en région Auvergne-Rhône-Alpes

« Depuis 1988, année de création de Cetup, société spécialisée dans le transport de marchandises, nous avons toujours eu à cœur d’agir à la fois pour nos clients, mais également pour nos collaborateurs et notre planète. Notre démarche RSE fait partie intégrante de notre ADN, c’est le moteur de notre engagement ! Notre première participation aux trophées RSE de Women Equity en 2013 fut pour nous le début de notre engagement « militant ». Nous avons alors édité notre 1^{er} rapport RSE, et remporté notre 1^{er} trophée. De nombreux autres ont suivi.

Concrètement, tous nos salariés roulants sont embauchés en CDI sous contrat français. Une démarche exemplaire dans notre métier et sur notre secteur de marché. Notre flotte de véhicules est composée de véhicules légers uniquement, et dotée de moteurs thermiques aux dernières normes antipollution Euro 6. Des véhicules électriques, des électriques à pile hydrogène, des véhicules bio-éthanol mais aussi hybrides viennent compléter notre offre. Tous bridés à 130 km/heure, ils permettent de servir un marché responsable dans le respect de notre environnement. Ces valeurs environnementales fortes et vertueuses nous ont permis de nous différencier, notamment auprès de nos collaborateurs et de favoriser leur engagement au sein de notre entreprise. Tous fédérés dans une logique de responsabilité sociétale, nous affichons un taux de service de 98%. Nos clients bénéficient ainsi d’un service optimisé qui répond à l’ensemble de leurs besoins. Dans le même temps, nous réduisons notre impact environnemental et nous créons de l’emploi en France.

Aujourd’hui Cetup est GC ADVANCED, le plus haut niveau de différenciation du Global Compact des Nations Unies. Entourés de nos 220 collaborateurs, nous sommes fiers de porter ensemble ces valeurs et de participer au développement d’une croissance durable. Cette stratégie gagnante nous permet de répondre à la majorité des Objectifs de Développement Durable.

*Mon rôle d’administrateur et d’Ambassadrice au sein du Global Compact France, me permet au quotidien de porter et de diffuser mes convictions pour une économie vertueuse et nécessaire au monde entier». **Laurence Capossele, Dirigeante de Cetup***

Tour de France 2020, construire un lien fort avec les TPE-PME

Dans le cadre de son action pour soutenir la promotion du développement durable et valoriser les bonnes pratiques de responsabilité sociétale auprès des PME et TPE, le Global Compact France organise pour la 5ème année consécutive un Tour de France et part à la rencontre des entreprises en régions. Cette année, de janvier à avril 2020, 10 villes l'accueilleront.

Animé par un réseau d'entreprises ambassadrices, le Global Compact France s'associe à chaque étape aux acteurs économiques et aux réseaux locaux afin de renforcer la cohésion territoriale et créer un maillage solidaire entre les PME/TPE et les grandes entreprises qui la composent. Ainsi, autour de thématiques dédiées aux enjeux du territoire, entreprises, CCI, CMPE, Medef, ... sont conviés afin de partager ensemble leurs expériences, leurs visions, leurs bonnes pratiques de responsabilité sociétale. Autour de conférences, de débats, d'ateliers, les PME et TPE locales engagées apportent leurs témoignages et présentent des solutions concrètes et opérationnelles adaptées aux besoins et contraintes des entreprises et aux enjeux auxquels elles sont confrontées sur le terrain. Véritable lieu d'échanges, le Tour de France offre ainsi un moment dédié afin d'initier, développer et partager les solutions innovantes en matière de responsabilité sociétale.

10 villes étapes, leviers d'engagement

- Le 7 février à Vannes
- Le 20 février à Rouen
- Le 10 mars à Troyes
- Le 17 mars à Toulouse
- Le 19 mars à Grenoble
- Le 24 mars à Marseille
- Le 26 mars à Lille
- Avril à Clermont Ferrand
- Le 7 avril à Montpellier
- Le 9 avril à Laval

ANNEXE 1

LES DIX PRINCIPES DU GLOBAL COMPACT DES NATIONS UNIES

DROITS DE L'HOMME

- 1 Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux Droits de l'Homme
- 2 Veiller à ne pas se rendre complices de violations des Droits de l'Homme



NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL

- 3 Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective
- 4 Contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire
- 5 Contribuer à l'abolition effective du travail des enfants
- 6 Contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi



ENVIRONNEMENT

- 7 Appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement
- 8 Prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement
- 9 Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

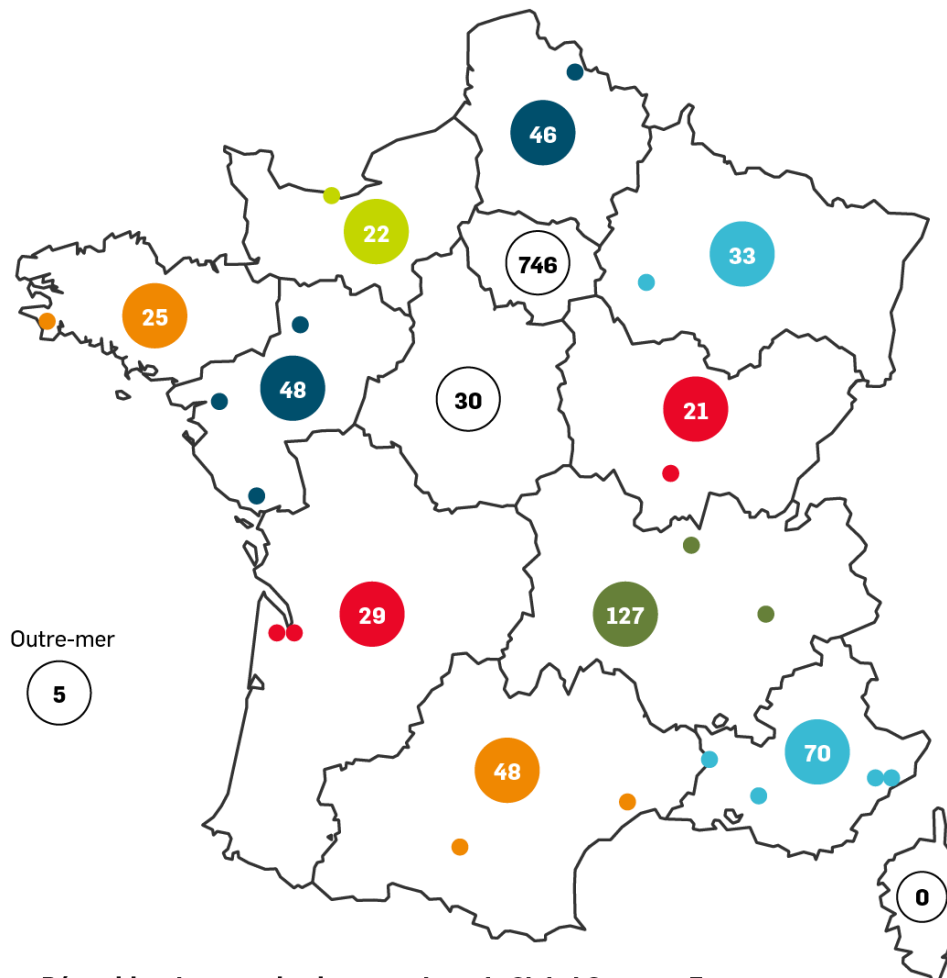


LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

- 10 Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin

Les Dix Principes du Global Compact des Nations Unies sont dérivés de : la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la Déclaration de l'Organisation Internationale du Travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, et la Convention des Nations Unies contre la corruption.

ANNEXE 2



Répartition des organisations membres du Global Compact France sur le territoire national en 2019

● Localisation des entreprises ambassadrices du Global Compact France

48 Nombre d'organisations membres dans la région concernée